

# En Angleterre, Cameron renonce à vendre ou louer le domaine public forestier

Le Monde pour Le Monde.fr | 17.02.11 | 18h25 • Mis à jour le 17.02.11 | 19h17



**Une pancarte en signe de protestation contre le "projet de privatisation" des forêts anglaises de [David Cameron](#), le 27 janvier dans la forêt de Dean (Gloucestershire).AP/[Tim Ireland](#)**

Jeudi 17 février, [Caroline Spelman](#), la ministre de l'environnement, a entériné l'existence de cette alliance entre des sensibilités que d'habitude rien ne rassemble. Et annoncé aux élus de la Chambre des communes que [Downing Street](#) renonçait à laisser entre des mains privées cette partie du patrimoine national. "Je suis désolée, a-t-elle lancé, nous nous sommes trompés, mais nous avons su écouter les récriminations." Un groupe d'experts, a poursuivi la député, va être mis en place qui fera des recommandations à l'automne sur la meilleure manière de gérer le domaine forestier public en Angleterre. D'ici là, statu quo.

Le gouvernement, qui a fait de la réduction des déficits sa priorité, souhaitait vendre ou louer, selon les cas, la moitié au moins de ses 258 000 hectares de bois alors que la loi ne l'autorise à se séparer que de 15 % des surfaces qu'il possède par période de quatre ans. Et même lorsqu'il s'est avéré que l'opération ne s'annonçait pas rentable pour les finances publiques – entre les commissions liées aux transactions et le manque à gagner de recettes liées à la vente du bois – le premier ministre Tory n'a rien voulu céder.

## UNE PÉTITION ET 530 000 SIGNATAIRES

Qu'importe, a affirmé M. Cameron, c'est une manière de construire cette "Big Society" qu'il appelle de ses vœux au sein de laquelle les communautés en tous genres prendront plus de responsabilités et soulageront l'Etat de missions qu'il remplit souvent mal.

Par ailleurs, a-t-il martelé, le gouvernement prendra des garanties auprès des nouveaux propriétaires, que ce soit en matière d'accès publics ou de défense de la biodiversité.

M. Cameron a eu beau faire, il n'a pas su convaincre. Plus de 530 000 de ses concitoyens ont signé une pétition contre le projet du gouvernement, auquel plus de 80% de la population, à en croire les sondages, s'oppose. Nombre d'élus, de tous bords, harcelés par leurs administrés, ont fait savoir qu'ils ne voteraient pas pour le texte au Parlement. Des personnalités se sont mobilisées. Des manifestations ont été organisées ici ou là, qui ont vu défiler côte à côte tous les milieux sociaux.

"Tout le monde dans ce pays pouvait se douter que ce serait une folie de vendre nos forêts", a commenté Ed Miliband, le leader travailliste, et pourtant, M. Cameron "s'est obstiné". Il savait pourtant qu'avant lui, [Margaret Thatcher](#) puis [John Major](#) avaient également tenté la chose. Avant de renoncer face à une opinion déjà très hostile.

Virginie Malingre